

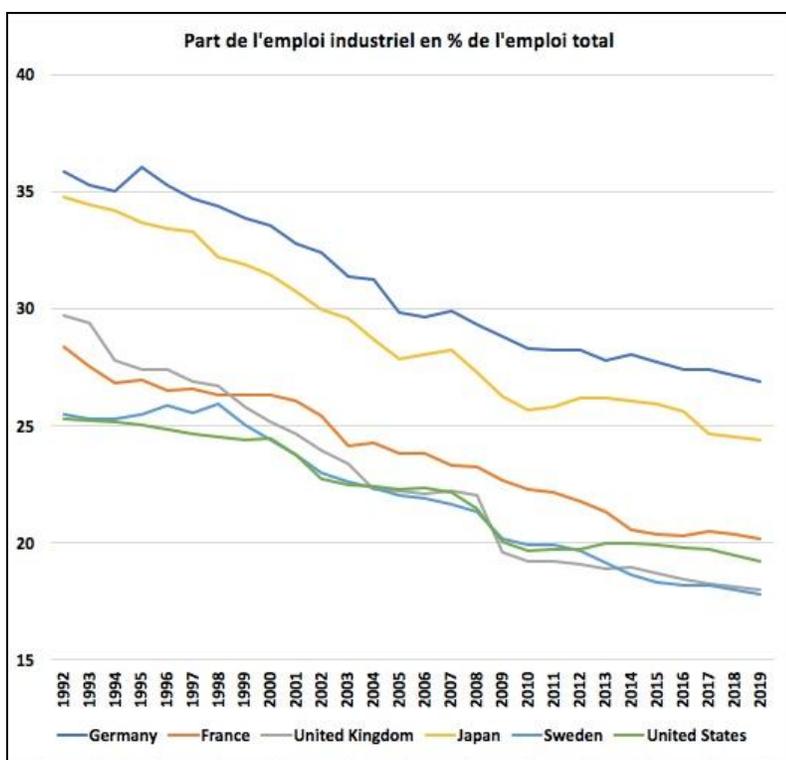
[La désindustrialisation est mondiale, mais une alter-industrie est nécessaire](#)

Jean Gadrey, blog *Alternatives économiques*, 10 février 2020

J'ai rédigé ce long billet à la suite d'un débat public cordial et passionnant, le vendredi 7 février à Lille, avec Gabriel Colletis, l'infatigable animateur du collectif « manifeste pour l'industrie ».

La nette désindustrialisation de l'emploi dans tous les pays « développés »

Premier graphique : la part de l'emploi industriel dans l'emploi total, pour six grands pays dits développés, ou « riches », ou « industrialisés », depuis 1992. Source : Banque Mondiale et BIT (voir [ce lien](#)). La définition du secteur industriel dans cette base statistique est large et inclut, outre « l'industrie manufacturière », les industries extractives, la construction, la production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau.



Commentaires en quelques points.

1) La courbe française est très semblable à celle des États-Unis, du Royaume-Uni et de la Suède. *Il n'y a pas d'exception française* selon ce critère du poids de l'industrie dans l'emploi.

2) Deux pays, le Japon et l'Allemagne, sont nettement plus industrialisés, mais la tendance à la désindustrialisation de l'emploi est générale. La France passe sur cette période de 28,4% à 20,1%, soit un déclin de 8,3 points, inférieur à celui de l'Allemagne (- 8,9), du Japon (- 10,4) et du Royaume-Uni (- 11,8), mais supérieur à celui des États-Unis (- 6,1) et de la Suède (- 7,7).

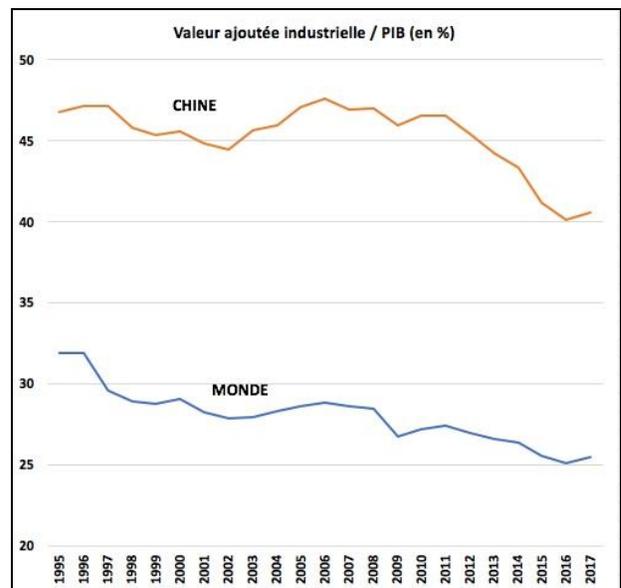
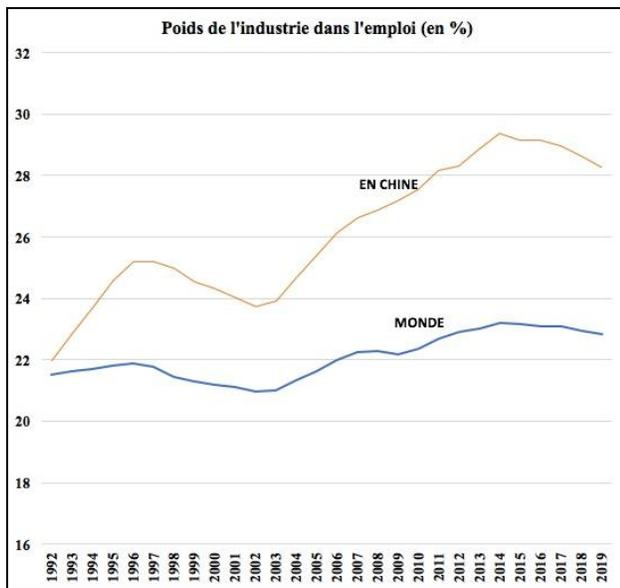
3) J'ai réalisé l'exercice pour plus de 20 pays « développés » et la désindustrialisation de l'emploi est partout le cas, et partout forte. Pour l'ensemble de la zone euro, le déclin est supérieur (- 9,1 points) à celui de la France.

4) Particulièrement instructif est le cas de l'Allemagne, partout considérée comme un modèle de performances industrielles et championne des exportations de biens et de la balance commerciale. Or même dans ce pays « modèle industriel », la désindustrialisation de l'emploi est forte et rapide.

5) Pour tous ces pays, la désindustrialisation de l'emploi est à la fois relative (la part de l'industrie dans l'emploi recule), et absolue : le nombre d'emplois industriels chute.

La désindustrialisation mondiale de l'emploi a commencé, celle de la valeur ajoutée date des années 1990

Le déclin du poids de l'industrie dans l'économie, auquel nombre de pays dits « en développement » échappent évidemment (par exemple l'Inde, le Bangladesh ou le Vietnam), se produit aussi *dans l'ensemble du monde*, et même... en Chine, l'atelier industriel du monde selon certains, mais aussi au Brésil, en Russie, etc. Cela a commencé en 2014 selon le critère du poids de l'industrie dans l'emploi total (graphique suivant), et c'est encore plus vrai, depuis 20 ans, pour la part de la valeur ajoutée de l'industrie dans le PIB mondial (second des graphiques suivants).



La désindustrialisation a des causes profondes

Pour les avocats de gauche de la réindustrialisation en France et dans d'autres pays riches, les principales explications de la chute de l'emploi industriel relèvent de l'impact délétère des politiques néolibérales : délocalisations sur la base du dumping social et

environnemental, emprise de la finance et de la « valeur pour l'actionnaire », libéralisations commerciales, austérité salariale, etc. Tout cela exerce évidemment un effet très négatif. Mais le gros de l'explication n'est pas là. En France comme dans tous les pays riches, la désindustrialisation de l'emploi a deux causes profondes qui se renforcent mutuellement. L'une est classiquement citée : ce sont les gains de productivité qui, dans l'industrie, même s'ils ont (heureusement) beaucoup baissé depuis les sommets atteints au cours des « Trente Glorieuses », restent plus élevés que dans le reste de l'économie.

L'autre cause est en général passée sous silence : *la demande des ménages, en tout cas dans les pays ayant atteint un certain niveau de vie, porte de moins en moins, en valeur relative (en pourcentage de leur « [consommation effective](#)») sur des biens industriels*, et de plus en plus sur des services de toute sorte. Cela ne veut pas dire que les quantités ou « volumes » de biens industriels achetés diminuent, au contraire, car avec le double impact des gains de productivité et des importations de biens de pays à très bas salaires, les prix des produits industriels les plus courants ne cessent de baisser. Il n'empêche que, dans leurs arbitrages monétaires, les ménages français consacraient, en 1960, 22 % de leur consommation effective à des achats de biens durables (automobiles, meubles, électroménager...) et semi-durables (habillement, jouets...), chiffre tombé à 12,3% en 2018 (source : [Insee, tableau 2.203](#)). La consommation de services est quant à elle passée de 38,9 % à 64,4% du total sur la même période.

En résumé et en moyenne, quand une relative abondance matérielle se répand, et en dépit des inégalités indécentes dans l'accès à cette abondance, *la demande des ménages en biens industriels se réduit en valeur relative*. C'est l'une des explications de fond de la désindustrialisation (elle aussi relative) du monde. La question reste toutefois ouverte (voir l'annexe) : ces tendances peuvent-elles être freinées ou inversées ?

Et pourtant, il faut une politique « alter-industrielle » au service de la bifurcation écologique et sociale

Point préalable : il faut tout autant une alter-industrie qu'une alter-agriculture et d'autres « alter » dans l'énergie, la construction, les transports et la mobilité, l'alimentation, la santé et l'éducation, etc. Mais concentrons-nous sur l'industrie, objet de ce billet.

La bifurcation écologique et sociale exigée par la catastrophe écologique en cours, qu'il s'agit de freiner autant qu'il est encore possible, aura besoin de biens et supports techniques issus de l'industrie : biens de consommation, logements, supports matériels des énergies renouvelables, véhicules pour une mobilité « propre », instruments et appareillages médicaux, médicaments... Mais si ce qui est produit et les modes de production et de consommation ne changent pas radicalement dans le sens de la sobriété matérielle et énergétique et du refus du productivisme, la catastrophe deviendra effondrement. Avec une condition supplémentaire impérative : la justice sociale dans cette bifurcation, donc une forte réduction des inégalités.

Une analogie : *l'alter-industrie est à l'industrie actuelle ce que l'agroécologie est à l'agriculture actuelle*, souvent qualifiée d'industrielle. *On pourrait parler d'industri-écologie*. Comment être plus concret pour en dessiner les contours ? Il faudrait pour cela des collectifs citoyens associant des experts, des élus et des usagers et travailleurs. Par chance, cela existe déjà un peu, et parmi les points d'appui pour penser une alter-industrie (et ses emplois, en quantité et qualité), on peut citer le travail de fond, depuis des années, de [l'association NégaWatt](#) et de sa compagne l'association Solagro. Il faut y joindre les réflexions de la plate-forme inter-associative « [emplois/climat](#) » mais aussi les analyses et propositions essentielles du mouvement des « low tech », porté notamment par des ingénieurs écolo dont le plus connu est Philippe Bihoux (voir [cet article](#)).

On doit absolument compléter ces références par les idées du « [Manifeste pour l'industrie](#) », car même si je tique sur certaines formulations assimilant industrie et « secteur productif » capable d'entraîner toute l'économie et l'emploi, c'est en réalité de peu d'importance au regard de la vision très « social-écologique » de cette association disposant elle aussi de compétences solides pour mettre une transition industrielle au service de besoins sociaux soutenables. Mais aussi pour que les citoyens et la politique reprennent la main sur un secteur industriel dont les plus grandes entreprises sont « vendues » à la finance, soumises à la loi de la « valeur pour l'actionnaire », et constituées en lobbies « libre-échangistes ».

Question : la transition vers une alter-industrie peut-elle stopper le déclin de l'emploi industriel en France, voire inverser la tendance ? Comme c'est à la fois délicat et un peu technique, j'ai résumé mes hypothèses sur ce point en annexe ci-après. Je renvoie également pour compléter ce billet à [mon article publié en juillet dernier par Le Monde Diplomatique](#), article en accès libre (merci au Diplo).

ANNEXE

L'emploi industriel peut-il rebondir dans une bifurcation écologique et sociale ?

Rebondir, j'ai des doutes, mais pas de certitude. En revanche il me semble très probable qu'une telle transition industrielle, si elle est à la hauteur des énormes enjeux écologiques, freinerait fortement le déclin industriel tel qu'on l'observe depuis quatre décennies.

L'emploi industriel du futur évoluerait sous l'effet de tendances contraires.

Tendances négatives pour l'emploi : la sobriété matérielle et énergétique, des biens qui durent beaucoup plus longtemps, réparables, réutilisables, en usage partagé pour certains, un refus de grands programmes stupides et destructeurs comme la 5G ou de grands projets inutiles d'aéroports, d'autoroutes, de tunnels grandioses, des logements de taille plus sobre, beaucoup moins de voitures et de camions sur les routes, beaucoup moins d'avions dans le ciel, beaucoup moins d'engins agricoles motorisés, beaucoup moins d'industries extractives, un combat acharné contre le consumérisme et ses outils (publicité invasive, crédits à la consommation...). Autant de facteurs de *nette réduction quantitative de la production*

des biens durables et semi-durables et d'énergie, ce qui pèserait négativement sur les emplois correspondants.

Les tendances positives tiennent, d'abord, à la forte expansion des activités les plus indispensables à une transition efficace. On cite souvent et à juste titre les énergies renouvelables et la planification de l'isolation thermique des logements et autres bâtiments. Mais il y en a beaucoup d'autres, qui relèvent de l'industrie (voir aussi l'étude déjà citée « [Un million d'emplois pour le climat](#) ») : éco-matériaux, matériels de transport de la mobilité douce ou à faibles émissions, industries liées à la réhabilitation thermique, réparation et recyclage, gestion des déchets et dépollution, entretien de l'environnement naturel, etc.

Les tendances positives tiennent aussi et peut-être surtout à *la transformation des modes de production industriels dans un sens non productiviste et non énergivore*. Dans l'agriculture, les modes de production agro-écologiques sont, on le sait, créateurs nets d'emplois, et, qui plus est, d'emplois de meilleure qualité, ayant plus de sens et souvent plus rémunérateurs. Une alter-industrie, surtout si elle est plus relocalisée, moins concentrée et low tech, aurait cette même capacité d'exiger plus de travail humain pour produire (et réparer, et recycler, et partager) les mêmes quantités de biens, ou moins de quantités, mais d'une tout autre qualité et soutenabilité.

Il y aurait par conséquent beaucoup de facteurs bien plus favorables à la création d'emplois utiles dans une alter-industrie ou « *industri-écologie* » qu'il n'y en a aujourd'hui dans la course éperdue au productivisme compétitif qui bousille la planète et nous transforme en zombies se consumant dans le consumérisme.

Quelles incidences sur la valeur ajoutée, sur la croissance, sur le PIB ? Je laisse cette question aux économistes, elle n'a plus guère d'intérêt à mes yeux, même si je m'y suis intéressé il y a une dizaine d'années, en particulier dans les trois billets suivants :

[Une autre relance est possible !](#)

3 février 2009

[L'expansion économique sans croissance](#)

30 juin 2009

[Céréales, tomates, kWh : l'effet qualité en question](#)

6 juillet 2009